**Margaret JOLLY, Christine STEWART & Carolyn
BREWER (eds), *Engendering Violence in Papua New
Guinea***

Acton, Australian National University Press, 2012, 308 p.

Loïs Bastide

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/clio/18881>

DOI : 10.4000/clio.18881

ISSN : 1777-5299

Éditeur

Belin

Édition imprimée

Date de publication : 1 décembre 2020

Pagination : 305-308

ISSN : 1252-7017

Référence électronique

Loïs Bastide, « Margaret JOLLY, Christine STEWART & Carolyn BREWER (eds), *Engendering Violence in Papua New Guinea* », *Clio. Femmes, Genre, Histoire* [En ligne], 52 | 2020, mis en ligne le 01 janvier 2021, consulté le 23 novembre 2022. URL : <http://journals.openedition.org/clio/18881> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/clio.18881>

Ce document a été généré automatiquement le 23 novembre 2022.

Tous droits réservés

Margaret JOLLY, Christine STEWART & Carolyn BREWER (eds), *Engendering Violence in Papua New Guinea*

Acton, Australian National University Press, 2012, 308 p.

Loïs Bastide

RÉFÉRENCE

Margaret JOLLY, Christine STEWART & Carolyn BREWER (eds), *Engendering Violence in Papua New Guinea*, Acton, Australian National University Press, 2012, 308 p.

- 1 Comme son titre l'indique, l'ouvrage, publié en 2012 et édité par Margaret Jolly, Christine Stewart et Carolyn Brewer, vise à réinvestir la question de la violence en Papouasie Nouvelle Guinée (PNG) à partir d'une lecture par le genre : il s'agit de « genrer » (*engender*) la violence, dans un pays où elle apparaît omniprésente. Les huit chapitres du livre, écrits en majorité par des anthropologues sur un terrain classique de l'anthropologie, s'inscrivent ainsi dans l'abondante littérature produite à partir de la fin des années 1990 sur les violences faites aux femmes dans le pays. Elles prolongent les travaux existant à l'époque puisque l'entrée par le genre vise à dépasser une focale trop exclusive sur les relations hommes-femmes (voir bibliographie). Cette montée en généralité se veut le moyen de mettre en lumière la multiplicité des configurations de violence, dans le cadre des rapports de genre, même si l'accent reste porté, pour l'essentiel, sur les violences faites aux femmes.
- 2 La thèse centrale de l'ouvrage, partagée par l'ensemble des auteur.es, est la suivante : les transformations structurelles à l'œuvre dans le pays depuis la colonisation redistribuent les rapports sociaux de violence dans un contexte où le genre joue un rôle prépondérant dans l'organisation de son exercice. L'insécurité masculine (« Troubled masculinities », chapitre 2), liée à la contestation croissante de la domination des hommes, serait alors le moteur premier des violences de genre dans la PNG

contemporaine. Cela dans un contexte caractérisé notamment par l'infériorisation historique du féminin dans les sociétés papoues où la violence a toujours été, par ailleurs, considérée comme une réponse adéquate et légitime à certaines situations sociales (« Introduction », chapitre 1).

- 3 Trois mouvements de fond sont identifiés, qui résument les transformations sociales à l'œuvre dans le pays :
 1. l'expansion croissante d'une économie de marché de type extractive, organisée autour du secteur minier, qui bouleverse les formes de (re)distribution et de réciprocité traditionnelle et l'organisation communautaire du pouvoir qui en découlait (chapitres 1, 2, 3) ;
 2. l'introduction de la *common law* anglaise et son institutionnalisation au moment de l'indépendance. Ce corpus juridique entre en tension avec les normes culturelles et s'y articule (chapitres 5, 6, 7) ;
 3. l'introduction du christianisme, dans sa pluralité, dont les doctrines se combinent aux conceptions culturelles pour renforcer les stéréotypes de genre (chapitres 2, 4).
- 4 Dans ces sociétés bouleversées, les cas de violence examinés sont multiples : violences domestiques (ensemble des chapitres, plus spécifiquement chapitre 4), violences intergénérationnelles entre les hommes (chapitre 1), assassinats liés à l'accusation de sorcellerie (chapitre 3), viols (chapitres 5, 6, 7), violences policières et populaires (chapitre 7) et violences institutionnelles (chapitre 8). La qualité du livre tient à la tentative collective de mener de front une lecture structurelle, capable de lire les violences interpersonnelles à l'aune de bouleversements sociaux d'ampleur « tectonique », et une approche microsociologique des situations de violence, même si cette dernière n'est pas tenue dans l'ensemble des contributions.
- 5 À son meilleur, cette approche permet par exemple d'offrir une lecture éclairante des rapports de genre, du point de vue de la monétarisation de la dot. L'introduction de la forme monétaire sur le marché matrimonial offre en effet aux femmes de nouvelles opportunités d'autonomisation : par le biais de leur activité de marché, certaines, mal mariées, sont ainsi capables de racheter leur liberté en remboursant leur *bride price* (chapitres 1, 3). Elle permet ailleurs d'éclairer les formes contemporaines du meurtre pour sorcellerie (*kumo*), un type de violence relativement fréquent dans certaines sociétés du pays. Si ces agressions s'exercent particulièrement sur des femmes, qui endossent alors le rôle de bouc émissaire face à un événement indésirable (une mort inexpiquée, par exemple), Philip Gibbs (chapitre 3) montre que c'est sans doute moins pour leur appartenance de genre que parce qu'elles occupent, structurellement, une position de plus grande vulnérabilité qui limite le risque de représailles, du point de vue des meurtriers.
- 6 Dans ses versions moins abouties, la démarche analytique conduit à des discours très généraux, peu ancrés dans les données ethnographiques. Certains chapitres développent ainsi une forme d'analyse de discours assez textualiste, abstraite, quasiment sans auteurs ni publics (ou sommairement esquissés), frôlant parfois la surinterprétation sociologique. Ainsi, le chapitre 5 de Jean G. Zorn, qui porte sur les verdicts prononcés dans le cadre d'affaires de viol, aurait sans doute gagné à enrichir son approche des justifications portées par les magistrats au jugement par des entretiens complémentaires avec les juges et des observations d'audience, pour rendre justice à la complexité de la pratique judiciaire. C'est là d'ailleurs un problème commun à la majorité des contributions : tout à cette approche structurelle, les chapitres font un

usage parcimonieux des données ethnographiques, toujours présentées de manière très schématiques.

- 7 Plus largement, l'emploi de la perspective de genre apparaît souvent systématique, contribuant à cet écrasement des données empiriques. Ainsi du chapitre 7, dans lequel Christine Stewart relate les violences policières et populaires commises à l'encontre des femmes et des hommes arrêtés pour prostitution lors d'un raid des forces de l'ordre dans une pension de Port Moresby en 2004 (*three miles guesthouse*). Pour l'auteure, les appels de la presse à traiter de la même manière les hommes et les femmes interpellées, alors que les premiers avaient été immédiatement relâchés, n'est pas l'expression d'une aspiration progressiste à l'égalité. C'est le signe, au contraire, d'une association rétrograde entre marginalité sociale et féminité : cette demande refléterait l'urgence d'assigner des hommes, frappés d'indignité, au groupe des femmes, pour protéger la valeur du masculin. Il s'agirait en somme de construire une *égalité dans l'indignité sociale*. Si on juge la pertinence de l'explication à sa parcimonie, celle-ci apparaît particulièrement alambiquée, voire tautologique.
- 8 L'ouvrage nous semble souffrir également d'un parti-pris assumé : il s'appuie sur une conception maximaliste de la violence, qui inclut les violences individuelles et les violences collectives ; les violences physiques aux personnes, les violences émotionnelles, le harcèlement psychologique, les abus sexuels, les violences économiques, la violence par négligence, la coercition, ainsi que les violences magiques, dans le cas spécifique de la PNG (Margaret Jolly, « Introduction », p. 1-2). La notion de violence, ainsi éclatée, paraît relever d'un usage métaphorique (Collins, 2008), réduisant sa portée analytique. Elle empêche en effet de distinguer entre des phénomènes obéissant pourtant à des logiques sociales distinctes. S'il y a *peut-être* du commun entre la coercition exercée par un père sur ses filles dans le cadre éducatif et les déprédations subies par les femmes en temps de guerre, cela n'a rien d'*évident*. Cette difficulté est d'ailleurs aggravée par une absence préjudiciable, puisque la violence, comme phénomène social, n'est à aucun moment définie.
- 9 Naomi McPherson (chapitre 1) pousse le plus loin l'effort définitionnel, en montrant que la *légitimation* de la violence implique un jugement normatif de nature culturelle. Mais aucun.e des auteur.es ne revient sur les appréciations tacites impliquées dans l'acte de qualification lui-même, qui les conduit, dans leurs analyses, à définir et identifier des situations comme relevant de la violence. Cela produit une hiérarchie problématique des jugements, les conceptions vernaculaires étant soumises à examen, tandis que les jugements définitionnels des chercheur.es, dans la position d'observateur, demeurent implicites. La question de l'autorité en ethnographie (Clifford, 1983) apparaît toujours brûlante...

BIBLIOGRAPHIE

CLIFFORD James, 1983, « On ethnographic authority », *Representations*, 2, p. 118-146.

COLLINS Randall, 2008, *Violence: a micro-sociological theory*, Princeton, Princeton University Press.

GANSTER-BREIDLER Margit, 2010, « Gender-based violence and the impact on women's health and well-being in Papua New Guinea », *Contemporary PNG Studies*, 13, p. 17-30.

HAMMAR Lawrence, 1999, « Caught between structure and agency: The gender of violence and prostitution in Papua New Guinea », *Transforming Anthropology*, 8/1-2, p. 77-96.

JOSEPHIDES Lisette, 1994, « Gendered violence in a changing society: the case of urban Papua New Guinea », *Journal de la société des océanistes*, 99/2, p. 187-196.

LEPANI Katherine, 2008, « Mobility, violence and the gendering of HIV in Papua New Guinea », *The Australian Journal of Anthropology*, 19/2, p. 150-164.

LEWIS Ione, MARUIA Bessie & Sharon WALKER, 2008, « Violence against women in Papua New Guinea », *Journal of Family Studies*, 14/2-3, p. 183-197.

LUKER Vicki & Sinclair DINNEN (eds), 2010, *Civic Insecurity: law, order and HIV in Papua New Guinea*, Acton, ANU E Press.

AUTEURS

LOÏS BASTIDE

Université de la Polynésie française